



**PRÉFET DU VAR**

**Préfecture**  
**Direction de l'action territoriale de l'État**  
**Bureau du Développement Durable**  
**[martine.serries@var.gouv.fr](mailto:martine.serries@var.gouv.fr)**

## **ARRETE complémentaire du 17 août 2015**

### **modifiant et complétant les prescriptions applicables à l'exploitation de l'unité de valorisation énergétique de TOULON**

Le Préfet du VAR,  
Officier de la Légion d'Honneur,

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le décret du Président de la République du 18 septembre 2014 nommant M. Pierre SOUBELET, préfet du Var ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 10 avril 2015 portant délégation de signature à M. Pierre GAUDIN, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005, modifié et complété, autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères exploitée par la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT) et le Syndicat Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2012 modifiant les prescriptions applicables aux installations d'incinération des déchets non dangereux exploitées par la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT) ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 octobre 2013 modifié par l'arrêté du 18 novembre 2013, modifiant le tableau de classement des activités figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 précité ;

**VU** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 16 avril 2013, de la SAS ZEPHIRE dont le siège social est situé : Chemin Gaëtan Gastaldo – Quartier de l'Escaillon – 83200 TOULON, suite à sa déclaration du 17 janvier 2013 précisant avoir succédé à la SA CCUAT et au SITTOMAT, pour l'exploitation de l'usine de traitement thermique de déchets à cette même adresse ;

**VU** le dossier de porter à connaissance établi le 10 octobre 2014, complété le 10 juin 2015, par lequel la société ZEPHIRE sollicite l'élargissement de la zone de chalandise de l'Unité de Valorisation Énergétique de Toulon et durant toute l'année ;

**VU** le rapport et propositions de l'inspecteur de l'environnement du 17 juin 2015 ;

**VU** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) émis lors de sa séance du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;

.../...

Considérant que les prescriptions du présent arrêté préservent les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## ARRETE

### **ARTICLE 1**

La société ZEPHIRE, dont le siège social est situé Chemin Gaëtan Gastaldo, Quartier de l'Escaillon – 83200 TOULON, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs, modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de TOULON, à l'adresse précitée, son usine de traitement thermique de déchets.

### **ARTICLE 2**

Le tableau de classement des activités figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 18 octobre 2013 (cf. article 2.1 – « Prescriptions modificatives relative au classement des activités ») et du 18 novembre 2013, est complété des rubriques suivantes :

<b>Rubrique</b>	<b>Libellé de l'activité</b>	<b>Niveau d'activité</b>	<b>Régime (1)</b>
<b>3520-a</b>	Élimination ou valorisation de déchets dans une installation d'incinération a) Valorisation de déchets non dangereux par incinération supérieure à 3 tonnes par heure	Capacité de traitement des fours en ordures ménagères et résidus urbains : - 2 x 12 t/h - 1 x 14 t/h	A
<b>3520-b</b>	Élimination ou valorisation de déchets dans une installation d'incinération b) Valorisation de déchets dangereux par incinération supérieure à 10 tonnes par jour	Volume d'activité maximale : 11 000 t/an de DASRI	A

(1) A : Autorisation.

### **ARTICLE 3**

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 modifié est complété d'un article 1. ter ainsi rédigé :

#### **« Article 1. ter**

L'établissement est soumis aux dispositions de la directive européenne n°2010/75/UE du 24 novembre 2010, relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) et dite « IED ».

La rubrique 3520 est considérée comme rubrique principale au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'Environnement.

En matière de meilleures technologies disponibles (MTD), le document de référence est le BREF WI (best available techniques in Waste Incineration) relatif à l'incinération de déchets.

La parution au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles visées au paragraphe précédent déclenche le réexamen des conditions d'exploitation des installations suivants les articles R. 515-58 et suivants du code de l'environnement.

.../...

À cette occasion, la société ZEPHIRE prend en compte les conclusions sur les meilleures techniques disponibles décrites notamment dans le document de référence « WI » et les documents transversaux établis au niveau européen applicables aux activités de son établissement.

Dans le cadre de ce réexamen et conformément à l'article R, 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant dispose d'un délai de 12 mois pour remettre à la préfecture du Var un dossier de réexamen. »

#### **ARTICLE 4**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2012 sont abrogées.

#### **ARTICLE 5**

Les prescriptions de l'article 3.3.4 – « Conditions d'admission des déchets à incinérer (articles 7 de l'A.M. du 20/09/2002) » de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 modifié, autorisant l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères exploitée par la société ZEPHIRE, sont modifiées dans les conditions ci-après :

Le paragraphe :

« 1. Pour les ordures ménagères et autres résidus urbains :

Ceux produit sur le territoire des communes membres du SITTMAT, à savoir :

TOULON, LA SEYNE-SUR-MER, HYERES, SIX-FOURS-LES-PLAGES, LA GARDE, LA VALETTE-DU-VAR, OLLIOULES, LE PRADET, LE REVEST-LES-EAUX, LA CRAU, SIGNES, BANDOL, SAINT-MANDRIER, LE BEAUSSET, SANARY-SUR-MER, EVENOS, CARQUEIRANNE, LA CADIÈRE-D'AZUR, SAINT-CYR-SUR-MER, RIBOUX, LE CASTELLET, SOLLIES-PONT, SOLLIES-VILLE, SOLLIES-TOUCAS, BELGENTIER, LA FARLEDE. »

est remplacé par :

« 1. Pour les ordures ménagères et autres résidus urbains :

Ceux produits sur le territoire des communes du Var en traitant, en priorité, les déchets issus des communes membres du SITTMAT. »

#### **ARTICLE 6**

Le rapport annuel d'activité, prévu par l'article 3.3.27.4 de l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2005 modifié, fera mention d'un bilan mensuel sur la nature, l'origine géographique et les masses de déchets réceptionnés au sein de l'installation.

#### **ARTICLE 7**

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Une copie sera déposée en mairie de Toulon et pourra y être consultée.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait de cet arrêté, énumérant les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie du TOULON pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Cet arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (rubrique : politiques publiques / environnement).

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans tout le département.

.../...

## **ARTICLE 8**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- pour l'exploitant, le délai de recours est de deux mois. Ce délai commence à courir du jour où la présente a été notifiée.
- pour les tiers, le délai de recours est de douze mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de l'arrêté.

## **ARTICLE 9**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du Var,
- le Maire de Toulon,
- l'Inspecteur de l'environnement auprès de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au Président de la société ZEPHIRE,
- à la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- au Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (Unité territoriale du Var),
- au Président du Conseil Départemental,
- au Président du Syndicat mixte Intercommunal de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de l'Aire Toulonnaise (SITTOMAT).

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général**

T.

**Pierre GAUDIN**